

# Le Quotidien

Sponsorisé par



## Entretien

Gilbert Canameras évoque les projets de l'AMRAE et explique pourquoi la conférence a lieu à Lyon **p6**

## Opinion

Les déboires de l'euro semblent passés mais de nouveaux périls sont apparus **p13**

## Le Quiz

Testez vos connaissances générales en risk management **p14**

# A la rencontre du risk management

## Bienvenue au congrès de l'AMRAE à Lyon

**MIEUX QUE COMPRENDRE  
VOUS COMPRENDRE**

Assurances pour les Entreprises, Liberty en France, 5 boulevard de la Madeleine 75001 Paris  
Liberty International Underwriters est l'enseigne commerciale de Liberty Mutual Insurance Europe Limited, agréée et réglementée par la  
Financial Services Authority. L'activité et les contrats souscrits en France restent soumis aux réglementations et Droit français.



Tél 01 53 05 90 59  
E francecontact@libertyiu.com  
[www.liueurope.com](http://www.liueurope.com)

# 1

*My Advice:*

*Partnership allows big things to happen.\**



Jason Liberty, Vice President  
Royal Caribbean International®  
Corporate and Revenue Planning & Insurance

### **Mieux connaître. Mieux réussir.**

Créer le plus gros paquebot de croisières au monde demande un partenaire de confiance. C'est pourquoi Royal Caribbean International® a choisi l'expertise d'Allianz Global Corporate & Specialty, assureur des risques les plus complexes dans le monde entier.

**[agcs.allianz.com](http://agcs.allianz.com)**

**Allianz, partenaire des  
Rencontres AMRAE 2013**

**With you from A-Z**

**Allianz** 

\*Mon conseil : Un partenariat permet de réaliser de grandes choses.

## éditorial



Mike Jones, RÉDACTEUR, STRATEGICRISK

**Bienvenue** aux Rencontres AMRAE 2013 et dans la superbe ville de Lyon !

J'ai, pour la première fois, le privilège de couvrir ces Rencontres de l'AMRAE en tant que rédacteur en chef de *StrategicRISK*. Le programme de la conférence est réellement passionnant et je profiterai de l'occasion pour rencontrer le plus grand nombre de participants possible.

En page 4 et 5 de ce magazine spécial, Gilbert Canameras, le président de l'AMRAE, explique pourquoi l'association a pris la décision stratégique de situer cette 21ème édition des Rencontres à Lyon.

Cette année, les Rencontres de l'AMRAE se focalisent sur les entreprises de taille moyenne, qui sont nombreuses dans la région lyonnaise. On comprend donc ce qui a motivé le choix de cette ville, mais pourquoi vouloir mettre l'accent sur les entreprises de taille moyenne ?

Tout simplement parce que cette catégorie d'entreprises constitue les forces vives d'une nation. Sans elle, l'économie stagnerait sans espoir de progrès.

Par ailleurs, les entreprises de taille moyenne d'aujourd'hui sont les multinationales de demain.

On connaît les difficultés du secteur financier mondial, difficultés encore plus vives dans la zone euro. Du coup, la bonne santé et la prospérité financière des entreprises de taille moyenne importent plus que jamais.

Les entreprises de taille moyenne sont rarement à l'honneur pour leurs innovations en matière de risk management et d'assurance. Cependant, il serait faux de penser qu'elles rechignent à innover ou qu'elles rencontrent exactement les mêmes problématiques que les multinationales.

Ces entreprises prennent les décisions que dicte leur taille. En fait, la seule différence en matière de gestion provient de ce changement d'échelle.

De nos jours, une entreprise de taille moyenne vend souvent à l'international et elle est confrontée aux mêmes défis que les grandes structures. On peut citer l'exemple des chaînes logistiques de taille planétaire et de la mise en conformité réglementaire.

« La bonne santé et la prospérité financière des entreprises de taille moyenne importent plus que jamais



Dans un univers économique de plus en plus complexe, les risk managers doivent prendre des décisions délicates en matière de réduction des risques et de couvertures.

Le programme proposé par ces Rencontres de l'AMRAE est destiné à aider ces risk managers à faire les bons choix, aussi difficiles soient-ils.

Les Rencontres de cette année sont captivantes et pleines d'informations utiles pour les risk managers et les acheteurs d'assurance de tous les secteurs.

Outre l'aspect professionnel, ces Rencontres sont aussi l'occasion de retrouver des amis, de faire de nouvelles connaissances et, comme il se doit, d'apprécier la gastronomie lyonnaise.

« Toutes les plénières sont des rendez-vous privilégiés pour bénéficier d'une vue globale de mon marché, de mon activité, de mon métier... Et les moments conviviaux, les stands sont des occasions de partager le point de vue d'opérateurs de très haut niveau (assureurs, réassureurs, courtiers...). Ils nous offrent la synthèse de la synthèse ! »

Laurent Barbagli,  
administrateur de  
l'AMRAE

## PROGRAMME Jeudi 7 février

**9h - 10h30**

Ateliers session 1

**10h30 - 11h15**

Pause

**11h15 - 12h45**

Ateliers session 2

**13h - 15h**

Déjeuner

**15h - 17h**

Ateliers session 3

Publié par **Newsquest Specialist Media Ltd**

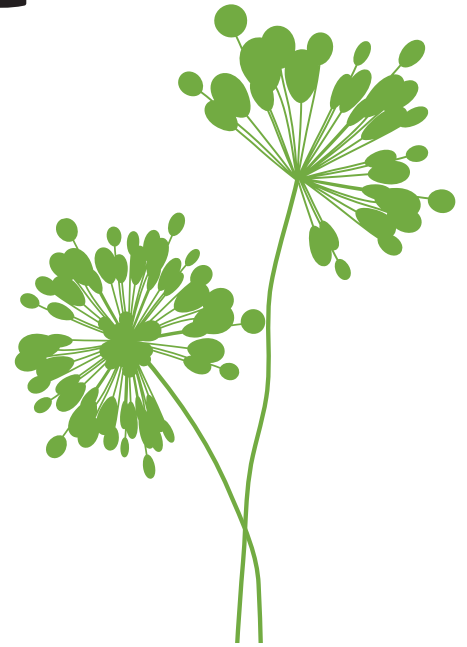
30 Cannon Street, Londres EC4M 6YJ • tél : 00 44 20 7618 3456 • [strategic.risk@newsquestspecialistmedia.com](mailto:strategic.risk@newsquestspecialistmedia.com) • [www.strategic-risk.eu](http://www.strategic-risk.eu)

*StrategicRISK* est publié huit fois par an par Newsquest Specialist Media Ltd. Le rôle de *StrategicRISK* consiste à diffuser l'information liée au risque et à la gouvernance d'entreprise auprès des décideurs clés dans les entreprises européennes.

La diffusion moyenne de *StrategicRISK* (10 547 exemplaires en juin 2010) est contrôlée par le BPA.

# Risque environnemental contre croissance mondiale

Les notions de protection de l'environnement et de développement durable peuvent-elles servir la croissance des entreprises ?



L'heure n'est pas à l'optimisme. Dans son rapport 2013, le Forum économique mondial (World Economic Forum) tire la sonnette d'alarme. En s'appuyant sur les résultats d'une enquête menée auprès d'un millier de personnalités (experts et décideurs), ledit document – rendu public début janvier – souligne le caractère pérenne de la crise économique et financière, tout en pointant l'évolution alarmante d'un autre phénomène, qui n'est pas nouveau : le changement climatique. « Les événements météorologiques extrêmes sont en progression », s'inquiète le rapport.

« Même si le bilan 2012 se révèle moins cataclysmique que celui de l'année 2011 [NDLR : cyclone en Australie, séismes en Nouvelle-Zélande, au Japon et en Indonésie, tempêtes et ouragans aux Etats-Unis, etc], les désastres n'ont pas manqué l'an passé », souligne Alain Choné\*, risk manager groupe de Guerbet, groupe pharmaceutique international, spécialiste des produits de contraste pour l'imagerie médicale.

Tempête Sandy, inondations en Chine, sans omettre l'augmentation des émissions de gaz à effets de serre : autant de catastrophes qui pourraient être l'illustration de « l'incapacité du monde à s'adapter aux changements climatiques », selon le rapport du Forum économique mondial, et qui font dire au directeur général, Lee Howell, que « la résilience nationale vis-à-vis des risques mondiaux doit dorénavant être une priorité ».

Justement, en France, comment les acteurs économiques s'emparent-ils

de ces questions-là ? « Désormais, la notion de responsabilité, tant de l'individu que de l'entreprise, est perçue comme fondamentale. Elle est au cœur des problématiques environnementales », estime M. Choné. De son avis, tous les industriels – quels que soient leur taille, leur secteur, leur implantation – se doivent de maîtriser l'impact de leur activité sur l'environnement. « Prenons le risque de pollution – sans aller jusqu'au cas extrême de l'accident de type Tchernobyl ou AZF –, c'est un risque que nous devons absolument maîtriser à travers l'innovation industrielle, avec notamment des procédés plus sûrs et plus écologiques... », dit-il.

Derrière le risque écologique, d'autres problématiques sont embusquées. Le risque d'image, par exemple. « Les attentes de la société civile évoluent elles-aussi. En cas d'accident ou de mauvaises pratiques, c'est la réputation de l'entreprise qui est en jeu, souligne M. Choné. Les industriels ne

« La notion de responsabilité, tant de l'individu que de l'entreprise, est fondamentale. Elle est au cœur des problématiques environnementales



peuvent plus se contenter d'agir sur le court et le moyen terme. Il faut penser global, et sur le long terme. » La responsabilité sociétale des entreprises doit être perçue comme l'opportunité de développer autrement ses activités.



\* Alain Choné, risk manager groupe de Guerbet, est le modérateur de l'atelier « Développement durable sacrifié sur l'autel de la croissance ? » (A09), jeudi 7 février, de 9h à 11h15.



# Zurich s'ouvre au marché des PME-PMI

DÉCOUVREZ  
NOS SOLUTIONS DÉDIÉES  
AUX PME-PMI ET NOS  
ÉQUIPES SUR  
[WWW.ZURICH.FR/  
MIDMARKET](http://WWW.ZURICH.FR/MIDMARKET)

**De nouvelles opportunités  
avec Zurich.**

Une entreprise mondiale pour vous  
apporter des solutions locales.



# L'AMRAE en revue

*StrategicRISK* a demandé à Gilbert Canameras, le président de l'Association pour le Management des Risques et des Assurances de l'Entreprise (AMRAE), d'évoquer les projets de l'association et d'expliquer ce qui rend la conférence de cette année si passionnante

**L'AMRAE a été très active l'année dernière. Quelles ont été, d'après vous, ses réalisations les plus remarquables ?**

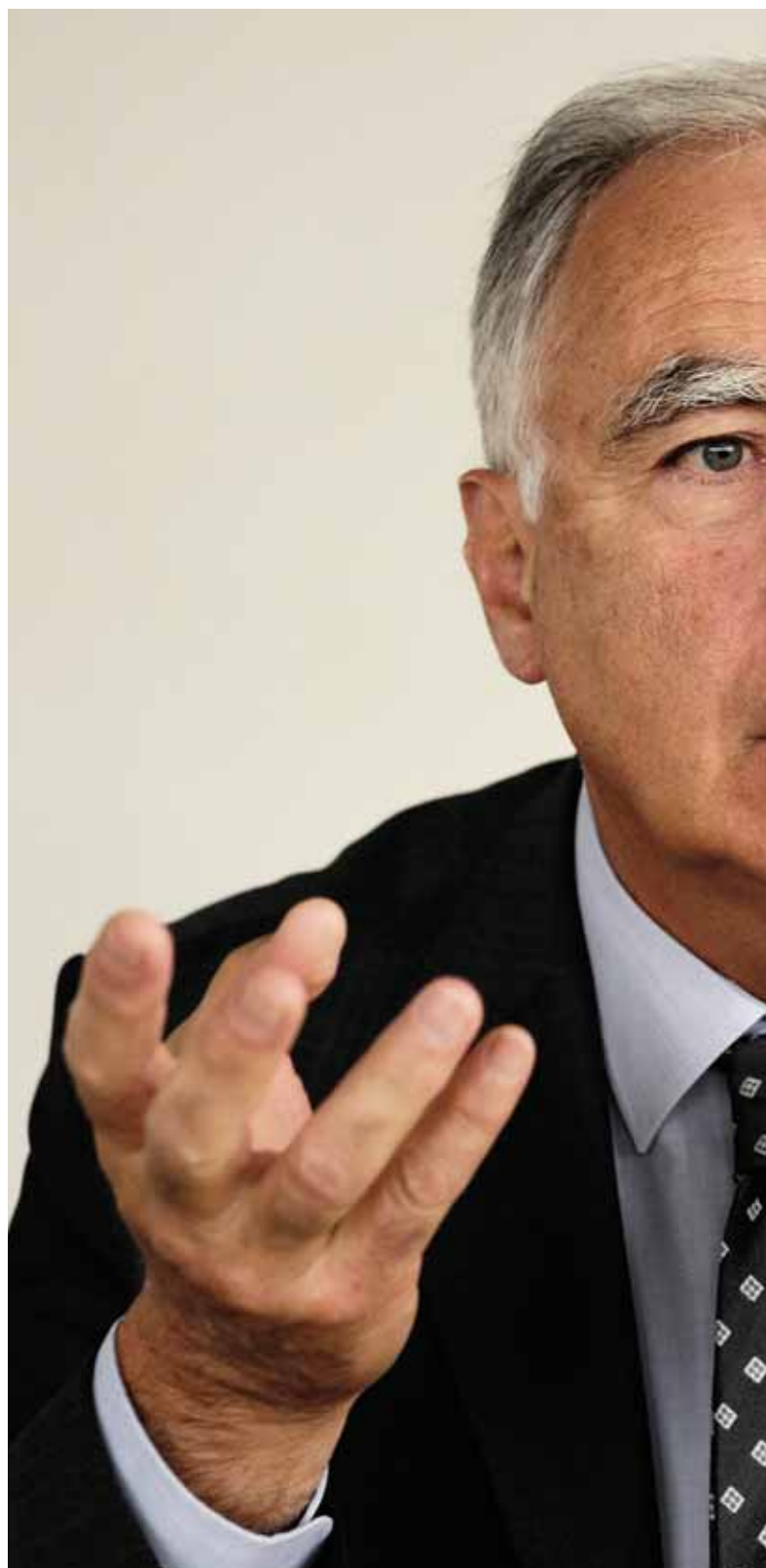
Il y a d'abord eu la réorganisation de l'association. Nous avons désormais une déléguée générale à plein temps, Bénédicte Huot de Luze. Cela nous permet d'améliorer les réponses que nous apportons à nos membres et c'est un atout à long terme.

Ensuite, nous avons effectué des avancées sur le plan politique. Nous avons participé, avec d'autres parties prenantes, au renouvellement de GAREAT, le système de couverture des risques de terrorisme. L'année dernière, nous avons demandé à prendre part aux discussions dans le cadre du renouvellement de ce système et nous avons récemment commencé à organiser un atelier. Le 15 janvier, nous avons rencontré le groupe technique de GAREAT : la rencontre était importante puisque c'est la première fois qu'une association de risk management prend part aux discussions avec un organisme officiel.

Nous avons également resserré nos liens avec la FERMA. Pour la première fois, la FERMA a organisé son séminaire en France – à Versailles, en octobre dernier. Le nombre de participants était impressionnant et la FERMA a jugé que l'événement était une grande réussite. L'AMRAE a ainsi pu démontrer sa capacité à accueillir une association de l'importance de la FERMA. Elle a ensuite joué un rôle plus spécifique en animant la séance d'ouverture, à savoir un débat sur les catastrophes naturelles.

L'AMRAE a par ailleurs réussi une grande première : un événement réunissant pour la première fois des participants issus tant du risk management que des relations humaines. Nous avons noté depuis longtemps que les managers des RH évoquent des questions et des préoccupations qui restent sans réponse. C'est ce qui nous a conduits à proposer les Rendez-vous de La Baule, les 25 et 26 juin, des rencontres qui ont attiré quelque 300 visiteurs. Vu l'intérêt suscité par cette manifestation, celle-ci sera reconduite à Reims début juillet.

Parmi les autres réalisations de l'AMRAE l'année dernière, on peut signaler la parution de plusieurs publications scientifiques. Deux publications furent particulièrement importantes. D'abord, il y a eu *La gestion du risque juridique*





« Le risk management ne doit pas être l'apanage des multinationales et les entreprises de toutes tailles doivent pouvoir en bénéficier »

*dans l'entreprise*, le premier numéro de la série « Dialoguer », réalisé en collaboration avec le cabinet d'avocats Fidal. L'autre publication, réalisée avec Middenext, *Le guide de la gestion des risques et du contrôle interne dans les entreprises de taille moyenne*, est un ouvrage qui aide les entreprises à préparer leur ERM. Ce document pratique et utile est conçu dans une perspective d'entreprise.

Enfin, nous avons également institué un comité scientifique permanent au sein de l'AMRAE. Celui-ci comporte plusieurs membres, qui ne sont pas systématiquement des risk managers. Ce comité et notre déléguée générale sont les deux grands piliers de l'AMRAE, qui a avant tout vocation à rester un organisme scientifique – et non un organisateur de manifestations. La fonction première du comité consiste à recenser et à diffuser les meilleures pratiques auprès de nos membres. Ce comité, créé en avril, a défini courant septembre les 15 axes de travail des comités et événements scientifiques de l'AMRAE pour les deux années à venir.

#### Qu'est-ce qui différencie la conférence 2013 des précédentes ?

Les Rencontres 2013 se déroulent à Lyon pour une raison cruciale : nous sommes convaincus que le risk management ne doit pas être l'apanage des multinationales et que les entreprises de toutes tailles peuvent en bénéficier. Le risk management ne se borne pas à évaluer et à prévenir les risques ; au travers de l'analyse des risques, il détermine en fait la façon dont l'entreprise est gérée.

Nous avons remarqué que les grands groupes imposent souvent leurs obligations contractuelles aux entreprises de taille moyenne, qui sont le plus souvent dépourvues de risk manager. Nous avons donc décidé de leur venir en aide en leur fournissant une boîte à outils qui leur permettra de mettre en place un certain degré de risk management.

Ces Rencontres ont ainsi pour thème les entreprises de taille moyenne. Le choix de Lyon est dû à la concentration de ce type d'entreprises dans la région. Nous espérons rencontrer de nombreuses entreprises qui s'intéressent à la problématique du risk management. C'est la première manifestation de niveau européen qui se consacre à cette taille d'entreprise, et cela soulève un vif intérêt.

# Démocraties sociales

Thierry Pech, directeur de la rédaction d'*Alternatives Economiques*, explique pourquoi les sociétés les moins inégalitaires et les plus adeptes au dialogue social seront les plus à même à affronter les risques



## Quelles sont les sociétés les mieux armées pour faire face aux grands risques qui nous menacent ?

Si l'on songe au risque écologique, qui est le principal à mes yeux (cf encadré ci-dessous), ou encore aux grandes transitions à venir comme le vieillissement démographique, ce sont les sociétés les moins inégalitaires et les plus adaptées au dialogue social qui sont les mieux préparées à affronter les difficultés. Chez elles, l'exposition à l'effort sera mieux répartie sur les populations et probablement la tolérance au coût de transition sera plus élevée. Dans les sociétés très inégalitaires, ce renchérissement du coût sera difficilement supportable par les populations les plus pauvres et très facilement supportables par les populations les plus riches. Il sera donc difficile pour le grand nombre d'accepter le coût de transition.



## Quelle situation concrète illustre le mieux vos propos ?

Prenons le cas de la Chine - qu'on regarde toujours comme une économie, mais rarement comme une société. C'est une société qui a des structures de représentation sociale rudimentaires, largement héritées du communisme, et qui ne permettent pas nécessairement la construction de compromis et de consensus. Or la Chine connaît une transition rapide et colossale : basculement des campagnes vers les villes, surdéveloppement de la côte maritime, malgré un large sous-développement des terres intérieures qui persiste. Ces bouleversements gigantesques (à l'échelle de la population, à l'échelle du tissu productif, à l'échelle des besoins liés à cette population en infrastructures, en alimentation...) nécessitent des nombreuses négociations et transactions. Mais le pays n'est pas équipé pour cela.

8



Thierry Pech



## Quels sont, selon vous, les risques les plus préoccupants à l'échelle globale ?

Ce sont sans conteste les risques écologiques. Les statistiques sur les catastrophes naturelles montrent que les désordres climatiques sont de plus en plus nombreux et de plus en plus violents. Il en va de même pour leurs conséquences : perturbation des écosystèmes, raréfaction des ressources... Ce n'est pas seulement du fait de l'urbanisation qu'une catastrophe se révèle coûteuse. Une sécheresse aux États-Unis ou des incendies en Australie ont des répercussions sur les cours du maïs, du blé et autres. En outre, ce ne sont pas des événements exceptionnels et localisés. Les catastrophes naturelles se produisent n'importe où et de manière de plus en plus répétée, d'où un risque majeur. Malheureusement, la crise économique et financière semble avoir endormi la vigilance des décideurs politiques dans les pays développés. Or il ne s'agit plus de dire « il va falloir s'organiser ». Maintenant, il faut s'organiser.



« Les statistiques sur les catastrophes naturelles montrent que les désordres climatiques sont de plus en plus nombreux et violents



### La Chine a-t-elle conscience de ce risque ?

Oui, les élites chinoises connaissent leurs faiblesses. Elles essaient de réguler la conflictualité de leur société, bien conscientes que cette dernière est sous-équipée en outils de négociation, de discussion, de transaction. Le choix a été fait de développer un marché intérieur en développant les salaires. Mais cela n'a pas fonctionné. L'argent donné aux salariés chinois n'a pas été dépensé massivement dans des frais de consommation courante. En cause ? Le niveau du marché de l'immobilier : beaucoup de Chinois décident d'épargner pour essayer d'accéder à la propriété. Et l'absence de sécurité sociale. Ils ont une économie extrêmement extravertie qui n'a pas redistribué les fruits de sa croissance à sa population, ou disons très peu. Bref, les Chinois sont au bout d'un modèle de développement.



### Il ne faut tout de même pas négliger la résilience des systèmes de gouvernement chinois.

En effet. Mais il ne faut pas non plus occulter le risque démographique. La grande question concernant la Chine c'est de savoir si elle sera vieille avant d'être riche ou l'inverse. Ce qui a fait la force du décollage chinois, c'est la disponibilité d'une main d'œuvre qui était abondante, très jeune et très peu chère. Ce cycle-là est en phase de se refermer. Et si la Chine ne parvient pas à mettre en place une sécurité sociale, à s'équiper de structures de dialogue, de négociation, et si elle ne maîtrise pas l'explosion des inégalités, elle risque de ne pas avoir les moyens de faire face aux défis qui l'attendent, qui nous attendent.

## Les risques exogènes à l'entreprise augmentent

Christine Puja,  
responsable  
développement,  
Liberty  
International  
Underwriters



Si les risques intrinsèques à l'entreprise sont bien suivis, les analyses récentes mettent souvent en lumière des risques exogènes qui n'étaient pas identifiés comme importants auparavant.

Exogènes à l'entreprise, ils sont subis (attaques informatiques, fraudes, détournements, chantages, extorsion...) ou proviennent d'un changement d'environnement des opérations (exposition à des marchés plus risqués, changement de situation politique, aggravation du terrorisme ou de la criminalité...). Par ailleurs, notre environnement juridique tend à aggraver la responsabilité de ceux, entreprise personne morale ou dirigeants personnes physiques dans leur rôle de gestionnaire, qui sont censés prévoir les risques et prévenir leurs conséquences. Ceci est également vrai vis-à-vis des tiers (obligation d'information, de conseil, de sécurité des personnes et des données...) et des employés (obligations d'information et de sécurité, y compris au-delà de leur journée de travail...).

Les assureurs répondent à ces évolutions en faisant évoluer les contrats:

- Les garanties fraudes couvrent maintenant régulièrement les attaques informatiques et l'utilisation frauduleuse des données ;
- les garanties « risques politiques et crédit » peuvent intégrer le risque de terrorisme y compris pour les dommages aux biens et être souscrites pour des durées fermes importantes, jusqu' à cinq ans, voire même sept ans pour de grands projets ;

- les garanties « enlèvement, menace, chantage » prévoient le recours à des consultants spécialisés, non seulement pour gérer la crise, mais également pour la prévenir par l'analyse des situations, la formation des personnes potentiellement exposées et l'information quasiment en continu sur les situations locales les plus fluctuantes.

Et lorsque l'on réussit à identifier et suivre l'évolution de ces risques exogènes, reste la question : Quelles limites choisir ?

Le besoin d'assurance est proportionnel aux marchés visés : pour les risques de financement ou de protection des biens, le montant « investissements plus marges » est aisé à déterminer, mais il en va différemment pour les risques d'atteinte aux personnes. En effet, à l'image de leur responsabilité envers l'environnement ou les consommateurs, qui apparaît chaque fois plus grande à l'aune d'évènements importants épuisant fréquemment les garanties, la responsabilité des entreprises envers des collaborateurs en mission ou expatriés dans des pays à risque semble aujourd'hui accrue.

Face à un environnement incertain, souscrire de nouvelles garanties, réajuster les limites des contrats autant que nécessaire et décider de souscrire, sur certains risques, toutes les capacités disponibles dans les périodes de détente du marché sont des choix avisés de gestion des risques !



**Liberty**  
International  
Underwriters

Sponsorisé par



# Cybercriminalité : la nouvelle donne

Les crimes informatiques ne peuvent être combattus avec un arsenal classique

La quasi-totalité des entreprises françaises dépendent désormais de communications, de services ou de flux commerciaux passant par Internet ou les réseaux informatisés. Si ces technologies représentent un atout indéniable, elles génèrent cependant une nouvelle catégorie de risques capables d'anéantir une entreprise.

Les risques informatiques peuvent s'avérer très coûteux. D'après le *Rapport Norton 2011 sur la Cybercriminalité*, la perte est de l'ordre de 300Md€ par an pour les entreprises. Les risques encourus sont très divers : ils vont de la perte de matériel (ordinateurs portables, clés USB...) au piratage informatique à grande échelle infligé par la criminalité organisée.

« La cybercriminalité est un risque bien réel », confirme Gilbert Flepp, un risk manager pour les cyber-risques chez ACE Europe. « Le nombre d'entreprises qui en sont victimes augmente, qu'il s'agisse de détournement de données ou de nuisances sur les systèmes. L'intérêt pour les couvertures contre les cyber-risques n'a jamais été aussi perceptible. »

L'époque où des adolescents bougons pouvait se vanter d'avoir violé le site Internet informatique d'un grand groupe est bel et bien révolue. Aujourd'hui, les menaces et leurs points d'origines sont multiples : elles exigent une nouvelle approche.

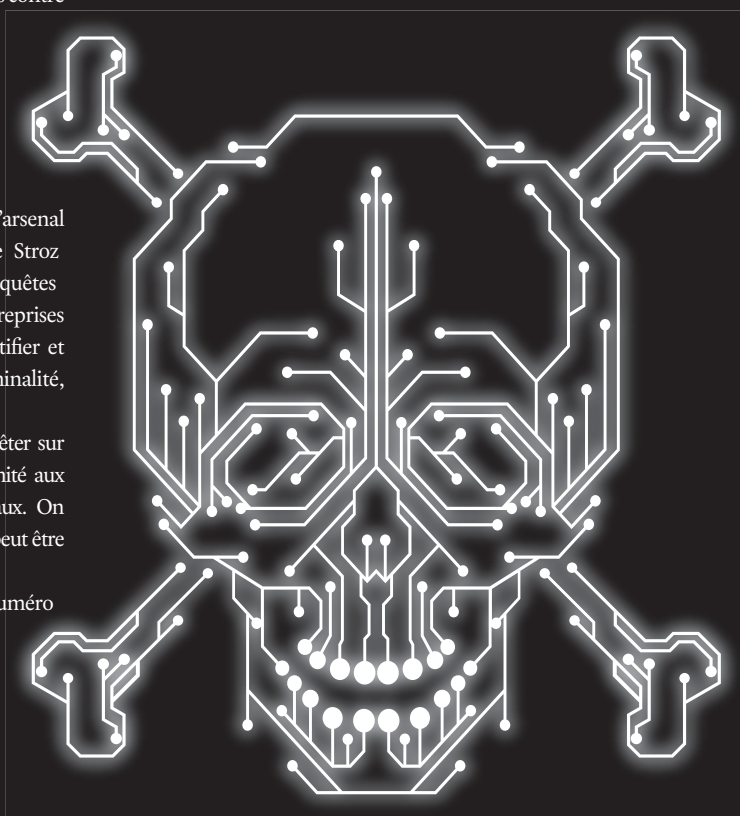
« On ne peut pas combattre la cybercriminalité avec l'arsenal classique », explique Seth Berman, le directeur de Stroz Friedberg, une agence de risk management et d'enquêtes informatique. Pour la plupart des délits, les entreprises victimes peuvent avoir recours à la police pour identifier et poursuivre les malfaiteurs ; dans le cas de la cybercriminalité, ce recours n'est pas toujours possible.

En effet, faire appel aux forces de l'ordre pour enquêter sur une attaque informatique revient à offrir un accès illimité aux données détenues par l'entreprise ainsi qu'à ses réseaux. On perd également la maîtrise de la communication, ce qui peut être désastreux en matière de relations publiques.

« En cas d'attaque informatique, l'objectif numéro un consiste rarement à identifier les pirates. On cherche en priorité à déterminer quels systèmes et bases de données ont été compromis », confirme M. Berman. C'est ce qui explique que la plupart des entreprises victimes d'une attaque diligentent une enquête privée avant d'avertir la police.

Informar les autorités lors d'une enquête est cependant un acte important qui relève de l'intérêt collectif. De plus, les enquêtes judiciaires sur les attaques informatiques permettent souvent de relever des indices concernant d'autres victimes.

Dresser une cartographie exhaustive des cyber-risques, prendre en compte leurs retombées potentielles en termes de finances et de conformité aux textes de loi, les expliciter à tous les niveaux de l'entreprise : tout cela incombe aux professionnels du risk management et de la gouvernance. Les cadres dirigeants en répondent auprès des parties prenantes et ils doivent se tenir prêts – en gardant à l'esprit que la cybercriminalité diffère des autres délits. La police a son rôle à jouer ; les entreprises qui font appel à des consultants spécialisés devront d'abord évaluer l'étendue des violations de données avant d'identifier quelles sont leurs obligations légales en matière de notification des autorités et du public.



une autre vision  
du service

Photos: Creatas, Photodisc, Enique Algiers/PITAL, DigitalVision, Juliet White, Gettyimages - apressc odg

une entreprise **fiable**  
une équipe **disponible**  
un conseil **attentionné**

[www.axa-corporatesolutions.com](http://www.axa-corporatesolutions.com)

 **CORPORATE  
SOLUTIONS**  
redefining / standards

Un nouveau prix pour  
les professionnels du  
risk management

# Excellence

In Risk Management

StrategicRISK

Une mise à l'honneur des  
meilleures pratiques du risk  
management en Europe

Votez dès maintenant sur  
**[www.strategic-risk.eu/award](http://www.strategic-risk.eu/award)**

Date limite de vote : vendredi 15 mars 2013

# Le retour à la croissance ne se fera pas tout de suite

Les entreprises françaises espèrent certainement que 2013 soit une année moins difficile que 2012

« Les événements récents en Afrique du Nord montrent que le danger se rapproche de l'Europe



L'année dernière, la crise de la zone euro, qui avait déjà happé l'Espagne et l'Italie, a menacé pendant un certain temps d'entraîner la France dans son sillage.

Aujourd'hui, il semblerait que le gros de la tempête financière qui a secoué l'euro soit passé.

Cela ne signifie pourtant pas que toutes les incertitudes pesant sur l'économie sont levées.

José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, a peut-être été un peu hâtif lorsqu'il a déclaré, le mois dernier, que la survie de l'euro était désormais un fait acquis.

En effet, comment l'affirmer alors que tant de pays de la zone euro plient encore sous le poids de la dette et que la reprise tarde à se manifester ?

M. Barroso a cependant raison lorsqu'il souligne le rôle crucial joué par la Banque centrale européenne et par son engagement, à l'automne dernier, de racheter sans limitation les dettes d'états.

Après plusieurs mesures peu convaincantes, cet engagement semble avoir restauré la stabilité ; les doutes qui prévalaient durant la période de turbulences ont été remplacés par un certain degré de confiance chez les décideurs et sur les marchés.

A ce titre, on peut envisager l'année 2013 avec un peu plus d'optimisme que les précédentes, même s'il s'agit de garder la tête froide : si le pire est derrière nous, il faut néanmoins savoir que le retour complet à la croissance ne se fera pas du jour au lendemain.

Les entreprises françaises ont acquis un haut niveau de sophistication et leur maturité et matière de risk management et d'achat d'assurances est considérable.

Pourtant, les risk managers et les acheteurs d'assurance sont confrontés à une épreuve inédite.

Même si l'on ne tient pas compte des difficultés de l'euro, le potentiel de croissance de nombre d'entreprises françaises se situe désormais hors des frontières de l'Europe.

Les risk managers sont donc confrontés à des défis multiples en termes de chaîne logistique et de conformité aux lois étrangères.

Mais des problèmes encore plus épineux surgissent.

La décision du président François Hollande d'intervenir militairement au Mali ainsi que l'attaque terroriste sur un site gazier algérien, qui visait essentiellement les ressortissants

occidentaux, mettent en relief de nouveaux dangers pour les sociétés et leurs expatriés.

Le Moyen-Orient est depuis longtemps une zone à risques, mais les entreprises qui y sont implantées sont parfaitement informées des dangers potentiels qu'elles encourrent.

Les événements récents en Afrique du Nord montrent que le danger se rapproche désormais de l'Europe et risquent de déstabiliser un équilibre régional fragile.

Dans certains pays, le Printemps arabe a parfois créé un vide au niveau du pouvoir, même quand un gouvernement est en place, ce qui a profité à certains groupes terroristes souhaitant mener une guerre contre l'Occident.

Avec les événements atroces survenus en Algérie et les menaces pesant sur la vie des expatriés, les entreprises qui maintiennent leur présence sur place devront faire des choix difficiles.

La sécurité des employés passe avant tout et c'est peut-être cet aspect des choses qui va limiter le développement des entreprises sur des territoires et des marchés émergents et porteurs.

Pour les entreprises qui décident de maintenir leur présence locale, disposer d'une excellente connaissance du terrain devient alors vital. Cette connaissance du terrain est l'une des clés qui permettront aux risk managers de prendre les bonnes décisions.

On le voit, les entreprises françaises sont sans doute moins menacées par les déboires de la zone euro, mais ces nouveaux périls sont peut-être un problème encore plus épineux.



Rex Features

Les troupes françaises au Mali en janvier

## Top5/Quiz



Jean-Christophe Rodier, responsable assurances du Groupe CNIM. Membre de la commission dommages de l'AMRAE, modérateur de la session de formation sur le rôle des experts dans les sinistres dommages en France et à l'international (SF06).

### top5desrisques

**Risque de catastrophes naturelles :** séismes, inondations, cyclones... S'il y a quelque chose qu'on ne peut pas dompter... c'est la nature !

**Risque industriel sériel :** Prenons l'exemple concret d'un moteur ou d'une turbine de production électrique (dont chaque exemplaire vaut plusieurs millions) qui n'atteint pas la performance escomptée ou connaît des pannes, cela sur toute une série. Les pertes d'exploitation sont alors considérables, et c'est la santé – voire la survie – de l'entreprise qui est en jeu.

**Risque politique :** Prenons le cas de l'Iran aujourd'hui, ou celui de l'Argentine il y a 20 ans... Il est très ardu de prévoir les décisions d'un gouvernement.

**Risque de supply chain :** Toute la difficulté est de parvenir à identifier, en amont, les éventuels moments de ruptures et les fournisseurs qui peuvent faire défaut.

**Risque de pandémie :** De nombreuses entreprises l'ont vécu il y a quelques années avec la peur suscitée par les virus H1N1 et H1N5. La santé de plusieurs milliers de collaborateurs était en cause.

### 5tempsforts

**1** Les ateliers : un bon moyen d'apprendre ou approfondir ses connaissances sur des sujets « métiers ».

**2** Les « off » : entre assureurs, courtiers ou confrères, pour des échanges « détendus ».

**3** Les sessions de formation du mercredi matin : fort instructives.

**4** Les soirées du jeudi soir : convivialité, détente, c'est aussi ça les rencontres !

**5** La plénière du vendredi matin : pour la qualité des sujets et des intervenants.

### quizduriskmanagement

14

**1** Lorsque la Société Internationale du Canal Interocéanique a lancé le chantier du canal de Panama, quels articles inappropriés a-t-elle apportés sur place ?  
a) 300 robes de couturier  
b) Des pelles à neige  
c) Trois tigres en cage  
d) Une proclamation signée par Napoléon Bonaparte

**2** Quel pourcentage d'entreprises européennes admettent être peu ou pas préparées contre les cyber-risques ?  
a) 11 % b) 26 % c) 52 % d) 94 %

**3** Quel est le nom du paquebot de croisière qui s'est échoué sur les côtes italiennes le 12 janvier 2012 ?  
a) Costa Serena c) Costa Classica  
b) Costa Fortuna d) Costa Concordia

**4** Qui a dit : « Les avions sont des jouets intéressants mais sans valeur militaire » ?  
a) Le maréchal Foch  
b) Le maréchal Joffre  
c) Le maréchal Gallieni  
d) Le général Kluck

**5** La première société d'assurance française fut la Compagnie Générale des Assurances et Grosses Aventures. Quand fut-elle fondée ?  
a) 1659 b) 1686 c) 1694 d) 1733

**6** En 1925, un escroc du nom de Victor Lustig a réussi à « vendre » un grand monument parisien à André Poisson, un homme d'affaires. Lequel ?  
a) Notre-Dame c) La tour Eiffel  
b) L'Arc de triomphe d) Le Louvre

**7** Les tempêtes et cyclones de l'Atlantique sont nommés selon une liste alphabétique préétablie. Comment s'appellera la première tempête de l'année 2013 ?  
a) Alberto b) Arthur c) Andrea d) Ana

**8** En juin 2012, l'AMRAE a organisé une conférence destinée aux risk managers et aux responsables des RH. Où a-t-elle eu lieu ?  
a) Marseille c) La Baule  
b) Annecy d) Deauville

**9** Comparés à 2011, les huit premiers mois de 2012 ont vu la mortalité routière en France  
a) Croître de 2,1 % c) Croître de 8,3 %  
b) Baisser de 8,9 % d) Baisser de 4,5 %

**10** François Blanc (1806-1877) cherchait à défier les lois des probabilités. Il aurait été prêt à vendre son âme pour percer les secrets...  
a) Du marché du soja  
b) Du poker  
c) De la roulette  
d) Des contrats d'assurance

Réponses dans le QUOTIDIEN de demain



# Les couleurs du travail d'équipe

AIG, partenaire d'assurance du rugby Néo Zélandais, est fier d'être le sponsor officiel des légendaires All Blacks. Cet automne les All Blacks seront sur le terrain pour leur tour européen, ils apprendront ainsi à connaître AIG et son équipe internationale qui est derrière eux à chaque pas: frappe, passe et essai!

Pour en savoir plus: [www.AIG.com/allblacks](http://www.AIG.com/allblacks)





**Liberty**  
International  
Underwriters



Combinant une écoute attentive à la solidité financière du Groupe Liberty Mutual Insurance, nous mettons en avant la protection la plus efficace pour chacun des clients.

Vos clients les plus importants bénéficient ainsi de protections solides et pérennes. Comme courtier vous profitez d'un fort soutien, tant en souscription qu'en gestion, pour vous épauler dans vos activités.

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez nous joindre au **01 53 05 90 59** ou nous contacter à : **[francecontact@libertyiu.com](mailto:francecontact@libertyiu.com)**

**MIEUX QUE  
COMPRENDRE  
VOUS  
COMPRENDRE**

Assurances pour les Entreprises, Liberty en France  
5 boulevard de la Madeleine 75001 Paris **Tél 01 53 05 90 59** **[www.liueurope.com](http://www.liueurope.com)**

Liberty International Underwriters est l'enseigne commerciale de Liberty Mutual Insurance Europe Limited, agréée et réglementée par la Financial Services Authority. L'activité et les contrats souscrits en France restent soumis aux réglementations et Droit français.